

le bulletin

de l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue

RENDEZ-VOUS RÉGIONAL DES GÉNÉRATIONS

FAIRE UN PAS DE CÔTÉ

Afin de réfléchir aux enjeux du vieillissement de la population, la Table régionale des personnes âgées de l'Abitibi-Témiscamingue a invité, fin octobre, M. Claude Béland, ex-président du Mouvement Desjardins, dans le cadre du Rendez-vous régional des générations. Voyons les grandes lignes du message qu'il a livré.

Nous vivons dans un monde où la mondialisation règne, où les décisions sont délocalisées, où la spéculation et l'endettement sont les piliers d'une nouvelle économie, explique M. Béland. Dans ce monde, la création de la richesse n'est plus nécessairement liée à la production d'un bien ou d'un service, comme elle l'était avant. Quatre révolutions nous y ont menés :

1. *La révolution des technologies de communication et de transport*
2. *La révolution des technologies de l'information et du numérique*
3. *La révolution environnementale*
4. *La révolution génétique*

Cette dernière révolution, issue des progrès des sciences de la vie et permettant l'allongement de cette vie, est probablement la seule qui ait donné des résultats positifs, à son avis. Les aînés sont en santé plus longtemps, vivent un vieillissement actif, constituent un pouvoir gris et bénéficient du poids du nombre. Les trois autres révolutions, à son avis, n'ont pas créé les sociétés justes, égalitaires et prospères qu'elles avaient promises. Il est temps de faire un pas de côté et de prendre la mesure des maux qui affligent la société actuelle et de l'échec des sciences économiques.

Un dialogue, des solutions

Le dialogue qui s'installe entre les générations, initié par les jeunes, est salué. Ainsi, les cerveaux se regroupent et les réalités qui constitueront le quotidien de demain peuvent être envisagées conjointement. Qu'arrivera-t-il aux caisses de retraite? Comment faire

face à la pénurie de main-d'oeuvre déjà amorcée et qui s'aggravera? Les solutions habituelles (immigration, main-d'oeuvre des autres provinces, fécondité, etc.) sont, de l'avis de M. Béland, insuffisantes. Il propose plutôt de retarder l'âge de la retraite à 67 ou 68 ans, « ou même un peu plus », ce qui contribuerait davantage à atténuer les effets de la pénurie de main-d'oeuvre et pourrait représenter une contribution des aînés aux jeunes d'aujourd'hui, qui se demandent s'ils auront, eux aussi, droit aux privilèges qu'ont connus les baby-boomers. Le mentorat est également l'une des avenues préconisées par l'homme engagé.

Une vision commune

Il faut également se demander, *collectivement*, quelle est cette société, ce projet, que nous voulons faire ensemble. La question est grande, mais elle est fondamentale et sa réponse fournira le cap, la vision, qui nous servira de guide au moment de la mise en œuvre des changements, et des changements *importants*, que nous devons faire. Veut-on créer une société plus égalitaire, moins chargée d'individualisme, de méfiance, une société où l'on se soucie de l'autre? Il semble que oui, indique-t-il, s'il en croit la manière dont ses conférences sont reçues, dans des forums comme celui-ci ou dans les classes des universités où il enseigne. Alors, si tout le monde est d'accord, il faut incarner ce mouvement au-delà des discours et... agir!

Il faut mobiliser les gens, les amener à réaliser qu'ils ont le pouvoir de changer les choses. « Nous sommes les enfants de l'État-Providence et nous attendons trop de l'État,

qui ne peut qu'en donner un petit peu à tout le monde », relève-t-il. Ce sont les citoyens et la société civile qui pourront, le mieux, provoquer les changements.

Car une chose est sûre, a rappelé M. Béland : si l'on ne s'occupe pas nous-mêmes de nos affaires, d'autres vont le faire à notre place et on n'est jamais si bien servis que par soi-même! Citant Georges Vanier, il a conclu sa conférence avec cette maxime, qui a soulevé les applaudissements : « Nous ne vieillissons que lorsque nous renonçons à nos idéaux ».

Source : Allocution prononcée par M. Claude Béland lors du **Rendez-vous régional des générations**, 21 octobre 2010, Rouyn-Noranda.

CAFÉS DES ÂGES : LES PRÉOCCUPATIONS

En préparation de ces rendez-vous, une soixantaine de *Cafés des âges* se sont tenus dans les régions du Québec. Les dix principales préoccupations soulevées ont été :

1. *La santé*
2. *La pénurie de main-d'oeuvre*
3. *Le financement des pensions de retraite et des services publics*
4. *La qualité de vie des aînés*
5. *L'équité*
6. *Le rôle des gouvernements, des communautés et des citoyens*
7. *Le dialogue intergénérationnel*
8. *Le partage du pouvoir*
9. *La dévitalisation des régions*
10. *Le maintien de la vitalité d'un peuple et de sa culture*

COLLECTIVITÉS RURALES

LA RURALITÉ NUANCÉE

Le milieu rural est le cœur du territoire habité de l’Abitibi-Témiscamingue : 90 % du territoire est composé de petites collectivités où vivent plus d’un habitant sur trois, sans parler de sa contribution significative au développement de la région. Or, la ruralité ne cesse d’évoluer, de se transformer et de se recomposer, d’où le besoin de mieux la définir. Voici, en résumé, les représentations qui définissent la ruralité témiscabitiennne d’aujourd’hui.

Consciente de l’évolution du monde rural et de la difficulté d’en définir les multiples composantes, au-delà des statistiques, la *Commission régionale sur la ruralité* de la Conférence régionale des élus de l’Abitibi-Témiscamingue a souhaité se doter d’une vision renouvelée des réalités rurales. Or, comment mieux cerner la ruralité que par le discours des personnes qui l’habitent ou celles qui œuvrent, au quotidien, à son développement et à sa pérennité? Dans cette optique, la *Chaire Desjardins en développement des petites collectivités* de l’Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue a exploré les représentations de la ruralité par l’entremise d’une démarche de cartographie conceptuelle.

Cette méthode utilisée auprès de groupes vise à identifier la plus grande diversité de conceptions possibles sur un sujet donné, la ruralité dans ce cas-ci. De là, une représentation graphique – cartes conceptuelles – peut être réalisée en vue d’appréhender visuellement la gamme variée de ces perceptions. Deux *focus groups* étaient invités à participer à la démarche : l’un était composé d’une quinzaine de personnes vivant en milieu rural (groupe citoyen), l’autre d’une quinzaine de personnes élues dans de petites collectivités rurales (groupe d’élus).

Le groupe citoyen

À la question, **Lorsque je pense à la ruralité de l’Abitibi-Témiscamingue, je pense à ...**, le groupe citoyen a véhiculé 139 énoncés qui permettaient, de leur point de vue, de caractériser la ruralité. Dans l’ensemble, la ruralité est perçue de façon positive par les personnes qui se sont livrées à l’exercice. Les énoncés les plus populaires renvoient à la dimension spatiale ou géographique de la ruralité. Celle-ci est avant tout composée de grands espaces naturels, habitée par choix en raison de la qualité de vie et du sentiment de sécurité que l’on y trouve. Les ruraux se représentent la ruralité non pas comme le

contraire de l’urbain, mais de plus en plus en interdépendance avec celui-ci. Le milieu rural est avant tout **un endroit où l’on vit!**

L’analyse statistique a permis de regrouper l’ensemble des énoncés en 12 grappes. Chaque grappe – nommée par le groupe lors d’une discussion collective – peut être vue comme une *unité de sens*, des *lignes de force* ou un *lot de préoccupations*.

Le bloc le plus important s’intitule **Mode de vie et opportunités** et est constitué du plus grand nombre de grappes, soit quatre. Tour à tour, les ruraux définissent la ruralité comme un espace naturel où il fait bon vivre, un espace imprégné d’un rythme particulier qui comporte des potentiels à développer et des opportunités à saisir en vue d’un développement durable et écologique.

À travers le bloc **Culture, relations sociales et autonomie**, les ruraux mettent de l’avant certaines forces intrinsèques au mode de vie rural. La ruralité renvoie à la fois à la vie familiale, mais aussi à des communautés solidaires. On parle de relations sociales particulières et d’identités locales fortes, d’où

découle une capacité de faire individuelle mais aussi collective. On aspire à davantage d’autonomie qui repose notamment sur les atouts et potentiels propres au milieu qui valent d’être mis en valeur de même que sur de nouvelles économies.

Le troisième bloc **Politique, réglementations et ingéniosité** comprend trois grappes. L’une d’elles approfondit la capacité de faire des ruraux en vue d’explorer et d’expérimenter de nouvelles avenues de développement. Cependant, deux autres blocs ciblent certains problèmes relatifs au milieu rural, en insistant particulièrement sur leur nature politique. La question des relations distantes avec l’appareil gouvernemental et des politiques mal adaptées qu’il implante revient dans le discours des citoyens ruraux rencontrés. En d’autres mots, l’incompréhension de leur spécificité neutraliserait les efforts et les actions menés localement.

Finalement, le quatrième bloc **Perte d’autonomie et légitimité à conquérir** s’inscrit, dans une certaine mesure, dans le prolongement du précédent. Les ruraux

LES CONCEPTIONS CITOYENNES DE LA RURALITÉ

- Lieu-privilege
- Un mode de vie (« *slow life* ») et espace qui fait du bien
- Des potentiels à explorer, à développer et à utiliser
- Des opportunités de développement durable
- Une culture de vie familiale et de bon voisinage
- Un fort sentiment d’appartenance à son milieu
- Un milieu-ressource en quête d’une nouvelle autonomie
- Des préoccupations quant aux impacts issus des réglementations inadéquates
- L’ingéniosité au service du développement
- Les conséquences de la politique de la ruralité mal appliquée
- Un constat de perte d’autonomie
- Démontrer notre légitimité d’exister dans la pro-action

rendent compte des difficultés de légitimité du monde rural, notamment en regard des gouvernements et du monde urbain. Bien que les ruraux reconnaissent l'interdépendance avec le milieu urbain, ils s'interrogent quant à la réelle compatibilité entre l'urbain et le rural au regard de leur autonomie. On souligne notamment que *l'urbain décide pour le rural*. Aussi, on parle de *rualité*, soit une certaine dualité dans la vision de la ruralité en elle-même.

Le groupe des élus

À la même question, le groupe des élus ruraux a identifié 112 énoncés qui permettaient de dépendre la ruralité. Là aussi, elle est perçue comme un milieu de vie de qualité qui la rend fortement attractive. De par leur quotidien, les élus consultés portent un regard un peu plus sombre sur la ruralité, en exprimant plusieurs difficultés et enjeux propres au milieu rural. Pour conserver les acquis et assurer leur développement, les ruraux doivent travailler en mode solution, avec les instances politiques, mais aussi dans un contexte d'interdépendance avec le milieu urbain. En somme, le milieu rural est avant tout **un endroit où l'on agit!**

L'analyse statistique a permis d'identifier 10 grappes synthétisées en trois blocs. Le premier bloc d'importance est constitué de quatre grappes et s'intitule **Qualité de vie et résilience**. Bien que l'on vante la qualité de vie particulière qu'on y trouve, la volonté, voire la nécessité d'occuper encore davantage le milieu rural, est évident. Or, les élus ruraux qui ont participé à l'exercice laissent entrevoir que leur développement social et économique leur échappe, en raison au peu d'autonomie politique et économique qu'ils détiennent. Le manque de contrôle sur les ressources et leur faible poids politique sont dûment nommés. Les ruraux ne possèderaient pas, selon eux, des leviers nécessaires à leur développement.

Les élus relèvent les profonds changements qui ont cours au sein du monde rural, de même que leur volonté de trouver des solutions spécifiques par le bloc nommé **Un monde en mutation mal compris par les instances politiques nationales**. Les élus ruraux rencontrés soulignent la méconnaissance des réalités rurales par les instances gouvernementales, qui transparait par l'inadaptation et l'incohérence des politiques et législations mises en place.

LES CONCEPTIONS DES ÉLUS LOCAUX DE LA RURALITÉ

- Un milieu de vie dynamique et humain
- La relève comme clé du développement rural
- Vouloir être maître de nos ressources et de notre développement économique et social
- Une population qui compose avec les services existants et leurs contraintes
- Un milieu conscient de ses réalités
- Des gens actifs et soucieux de leur appartenance
- Une réalité non comprise par nos instances politiques
- Des communautés uniques en recherche de solutions spécifiques
- Un territoire immense en carence de services
- Une interdépendance et une complémentarité entre milieux rural et urbain

Outre certains problèmes mentionnés au regard de l'information et des technologies de communication, le bloc intitulé **Un très grand territoire difficile à desservir en interdépendance avec le monde urbain** aborde plus spécifiquement les relations – notamment économiques – entre les milieux urbain et rural. On fait ressortir combien la ville et la campagne ont besoin l'une de l'autre. À travers le discours politique, les élus souhaitent préserver et mettre en valeur les potentiels humains et économiques de leur milieu, notamment par le développement des ressources naturelles.

En conclusion

À travers le discours des citoyens, on sent un rapport humain, à la fois fier et réaliste de la ruralité. Cette dernière est exprimée telle qu'elle est vécue, de l'intérieur. Elle est un territoire de projets, qui regorge d'atouts à valoriser. Les élus traitent plutôt d'une ruralité qu'ils côtoient quotidiennement. Leurs perceptions interpellent directement les problèmes auxquels ils sont confrontés. On y explore davantage les difficultés qui fragilisent, voire menacent l'unicité de la ruralité, de même que les défis à relever.

Tant le groupe des citoyens que celui des élus parlent du mode de vie particulier qui caractérise la ruralité et de la qualité de vie qui l'accompagne. Ses grands espaces, la dimension humaine et sociale, son rythme particulier, l'appartenance de ceux qui l'habitent ainsi que leur volonté de trouver des solutions ingénieuses et spécifiques aux défis rencontrés font foi des similitudes.

Aussi, on perçoit des préoccupations très similaires quant à la fragilisation du monde rural. Les ruraux – citoyens et élus – ont l'impression que s'ils ont bien l'imagination, la capacité, les ressources et les habiletés pour construire leur avenir, ils sont aussi de plus en plus dépossédés de l'autonomie et de la légitimité pour agir. Les politiques gouvernementales ainsi que l'imbrication de plus en plus forte avec le monde urbain ne sont pas étrangères à ce sentiment.

Enfin, quelques énoncés dégagent certaines pistes de réflexion en vue de préserver le milieu rural. Parmi celles esquissées chez les citoyens, il est nécessaire de se faire valoir (renforcer les attributs, mettre en valeur les potentialités locales), de reconquérir leur autonomie (par des lois qui leur ressemblent) et la prise en charge de leur propre développement. Chez les élus, en vue d'un État qui soutient adéquatement leur milieu, des énoncés proposent de nouveaux rapports entre les paliers local et central ainsi que l'offre de moyens et d'outils adaptés et modulés en vue de répondre à leurs besoins. Enfin, face aux rapports qui existent entre les milieux rural et urbain, un travail de conscientisation resterait à faire pour valoriser les avantages réciproques de la ruralité et de l'urbanité en faveur d'une approche de complémentarité.

Source : Patrice LeBlanc, *Qualifier la ruralité de l'Abitibi-Témiscamingue – Exercice de cartographie conceptuelle de la ruralité en Abitibi-Témiscamingue*, Chaire Desjardins en développement des petites collectivités, UQAT, 2010.

RASSEMBLEMENT

ACA + EÉS = 1

L'action communautaire autonome (ACA) et les entreprises d'économie sociale (EÉS) se sont rassemblées en forum, fin octobre, afin de réfléchir sur leurs enjeux, pratiques, menaces et opportunités. Les idées se sont mélangées dans le but de faire avancer la communauté.

Ce rassemblement des deux types d'organisations constitue une première au Québec, de l'avis des organisateurs. Près de 150 personnes ont pris part à l'évènement, témoignant du besoin de se parler. Dès l'ouverture, après les définitions qui s'imposent, plutôt que de s'affairer à distinguer le communautaire et l'économie sociale, c'est plutôt aux similitudes que l'on s'est attardé. Les enjeux et défis se sont copiés-collés allègrement dans les deux sphères : se faire connaître, se faire reconnaître, un besoin de relève, la participation sociale (sensibilisation des individus et des communautés), un financement suffisant et récurrent, mesurer la transformation sociale et économique induite, le recrutement de la main-d'oeuvre, la reconnaissance des bénévoles et employés ainsi que l'autonomie de gestion, pour n'en nommer que quelques-uns.

M. Fernand Bellehumeur est également venu tracer les grandes lignes de l'histoire coopérative et sociale de la région, rappelant que des coopératives sont à l'origine de la venue du téléphone, de l'électricité et de la radio en Abitibi-Témiscamingue. Les beurreries coopératives du Témiscamingue n'étaient rien de moins que les premières entreprises d'économie sociale! M. Bellehumeur a également décrit quelques grandes batailles ayant mené à des acquis de taille, telle l'implantation de l'UQAT.

Écrire l'histoire!

Le regard historique était également à l'honneur au sein d'un atelier visant à amorcer l'écriture de l'histoire du mouvement communautaire et de l'économie sociale

en Abitibi-Témiscamingue. M. Guy Fortier, formateur au *Carrefour de participation, ressource et formation* de Montréal, a installé une ligne du temps d'environ 12 mètres de long par 2 mètres de haut sur laquelle étaient inscrits les grands événements sociaux ayant jalonné l'histoire du Québec et l'histoire internationale, de 1960 à nos jours. Les participants se sont rappelés les grandes luttes et grands acquis obtenus ici, dans la région, au cours des cinquante dernières années.

Ont été évoqués plusieurs dizaines d'événements tels la fermeture des dispensaires de santé, la mise en ondes de CIRC-MF - première radio de type communautaire et première sur la bande FM, l'obtention du droit de vote pour les Autochtones et la fermeture des pensionnats, l'implantation des maisons de jeunes, les premières garderies de type communautaire, la mise en place de l'Action Boréale, etc. Autant de jalons qui figureront dans un ouvrage plus complet à venir, on l'espère!

L'ÉCONOMIE SOCIALE DANS L'ATLAS !

Une **cartographie des entreprises d'économie sociale** est maintenant disponible dans l'*Atlas de l'Abitibi-Témiscamingue*, découlant des travaux de la *Chaire Desjardins en développement des petites collectivités* de l'UQAT. Venez voir!

<http://www.observat.qc.ca/atlas.htm>
sous *Dossiers thématiques*.

SORTI DES PRESSES

Société d'habitation du Québec, *Profil des locataires et des ménages en attente d'un logement social*, 2010.

Ordre des Infirmiers et des Infirmières du Québec, *Portrait de la relève infirmière 2008-2009 - Permis délivrés de 2004 à 2008*, 2009.

Table de concertation des personnes âgées de l'Abitibi-Témiscamingue, *Rapport synthèse CAFÉ DES ÂGES Abitibi-Témiscamingue*, 2010.

Hydro-Québec et Société d'énergie de la Baie James, *Fusion de vert et de génie, rétrospective 2007-2009*, 2010.

Association forestière de l'Abitibi-Témiscamingue, *Plan d'action 2010-2013 : L'information et l'éducation, des valeurs ajoutées!*, 2010.

Institut de la statistique du Québec, *Gestion de la qualité. Documents de principes sur la qualité dans les enquêtes*, 2010.

Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, *Des collectivités en plein essor : Les villes du Canada les plus dynamiques en matière d'entrepreneuriat*, 2010.

Chambre de commerce du Montréal métropolitain et Léger Marketing, *Regard des entreprises sur le réseau universitaire québécois*, 2010.

Tourisme Québec, *Portrait statistique de l'hébergement au Québec en 2009*, 2010.

Tourisme Québec, *Classification des établissements d'hébergement du Québec en 2009*, 2010.

Ministère de la Sécurité publique, *Statistiques 2008 sur la criminalité commise dans un contexte conjugal au Québec*, 2010.

Observatoire de la culture et des communications, *Fréquentation des arts de la scène en 2009*, 2010.

Hyperliens vers ces documents :
www.observat.qc.ca/trouvailles.htm



L'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue
170, avenue Principale, bureau 102
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

Téléphone : 819 762-0774 et 1 866 762-0774
Télécopieur : 819 797-0960
www.observat.qc.ca

Pour recevoir gratuitement ce bulletin
en format PDF, abonnez-vous :
observatoire@observat.qc.ca

ISSN : 1915-5050 (Imprimé)
ISSN : 1916-4963 (En ligne)
1 400 abonnements

Rédaction
Julie Thibeault : julie@observat.qc.ca
Mariella Collini : mariella@observat.qc.ca